



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 26 JUIN 2015

Une grande région mais des CCI proches du terrain

DÉBAT « SO ÉCO » La plus grande région de France veut rester proche des PME

Comment les Chambres de commerce et d'industrie vont-elles s'organiser dans la future (et grande) région ? Les CCI régionales d'Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes préparent l'échéance de janvier 2017. La discussion s'est prolongée hier matin au Café maritime à Bordeaux lors du débat « Sud Ouest éco » animé par Jean-Bernard Gilles.

Un fait est sûr : « une centralisation sur la capitale régionale » est l'un des « écueils à éviter », a précisé d'entrée Laurent Courbu, président de la CCI Aquitaine. Son homologue picot-charentais, Daniel Braud, a complété : « La métropole ne me fait pas peur, elle peut apporter des services, mais gardons la proximité ! »



De gauche à droite : Th. Juin, J.-C. Fayat, L. Courbu, J. Parrou, M. Giacomini, S. Aubert, D. Braud. PHOTO GUILAUME BONNALD

À titre d'exemple de la voie à suivre, Jean-Claude Fayat, PDG du groupe Fayat, a cité l'unification des efforts à l'international menée par

les CCI d'Aquitaine et suivie par le Conseil régional, « qu'on a réussi à convaincre ».

Chacun imagine une démarche

similaire à l'échelle de la future région sur des sujets comme l'innovation, le numérique, le développement durable. « Il faut étudier le degré de mutualisation », a précisé Marc Giacomini, président de la CCI d'un « petit Limousin heureux de rentrer dans la grande région sans que ce soit une annexion ».

Partenaires des collectivités

Julien Parrou, président fondateur de ConcoursMania, a invité les CCI à s'intéresser davantage au numérique. Si les start-up se lancent « avec peu de moyens » et font peu appel aux CCI, cette nouvelle économie « représente un quart de la croissance économique ».

Le débat a montré qu'une voie se profile : celle d'une CCI régionale, « capable de dialoguer avec le nouveau Conseil régional », comme le souhaite Laurent Courbu, et le maintien de CCI territoriales, au

plus près des entreprises et passant des contrats avec les collectivités locales.

Ceci pour apporter les services réclamés par les entreprises, notamment en formation ; Sylvain Aubert, directeur de la stratégie d'AD Industrie (plus de 800 emplois entre Brive et Pau), prévoit une centaine d'embauches, mais raconte qu'il doit assurer la formation en interne.

Dans un contexte financier serré, les CCI de la grande région devront aussi composer avec dix aéroports dont sept sont déficitaires. « Mais c'est un équipement public au service d'un territoire », a insisté Thomas Juin, directeur de l'aéroport de La Rochelle. Et indispensable pour l'ouverture à l'international, chacun en a convenu. Voulant éviter une « privatisation sauvage », les CCI comptent sur le soutien des collectivités.

Michel Montell

« Garder le lien avec les territoires »

RENCONTRE C'est un exercice inédit, un brin abstrait mais pavé de bonnes intentions. Hier, des élus et techniciens de la mairie de Bordeaux ont rencontré leurs alter ego d'Angoulême et du Grand-Angoulême, amorce d'un « travail partenarial orienté sur les grands enjeux de territoire ». Ou comment peser en bonne intelligence face à la métropole bordelaise. « On veut

être la tête de pont des coopérations territoriales », plaide Xavier Bonnefont, maire d'Angoulême. « Une posture assez intelligente, originale d'habitude les élus sont recroquevillés sur leur territoire », fait remarquer Jean-Marc Offner, directeur général d'A'Urba, une agence d'urbanisme bordelaise chargée d'animer les séances de travail à venir. Car les groupes thématiques constitués hier (développement économique, enseignement supérieur, santé, culture) rendront leurs conclusions d'ici la fin de l'année. À la clé, des préconisa-

tions à court terme et une vision à l'horizon de 15 ans. Sont cités en exemple le pôle image Magé-lis ou encore des circuits communs entre les offices de tourisme. Bordeaux veillerait ainsi « à garder le lien avec les territoires, à ne pas cliver », dit Mylène Villanove, conseillère municipale de Bordeaux « pour les relations institutionnelles avec les territoires ». Et d'ajouter : « La métropole, ce n'est pas seulement un trait sur le papier. »



Les élus charentais avec Mylène Villanove, conseillère municipale de Bordeaux.

LE PIÉTON

A été interpellé par des riverains de l'usine Verallia, qui s'étonnaient de revoir de la fumée jaillir des cheminées de l'usine verrière. Un effet des grosses chaleurs ? Que nenni. L'électrofiltre, qui sert à traiter habituellement les fumées, était en maintenance cette semaine. L'usine indique avoir prévenu toutes les autorités compétentes. Ces travaux se terminent aujourd'hui, les fumées vont bientôt disparaître du paysage...



TOUR EN VILLE

Subventions : débat bouillant à l'Office municipal des sports

Le débat a été particulièrement houleux, mercredi soir, lors de l'assemblée générale de l'Office municipal des sports (OMS). La baisse des subventions appliquée par la Ville a entraîné quelques accrochages avec les élus de la majorité. Le président de l'OMS a interpellé le maire Michel Gouronchs et son adjoint aux sports, Romuald Carry. Dominique Chenu avait bien compris que les aides allaient être revues, mais il ne comprend pas leur répartition. « On a travaillé dès décembre 2014 sur une baisse généralisée aux 27 clubs que l'OMS a en charge, dans un esprit solidaire », explique Dominique Chenu, pour

qui la baisse ne devait pas excéder 10 %.

La Ville a procédé à des choix différents. « Treize associations ont subi un effort de guerre, de 20 % ou plus », déplore Dominique Chenu, qui note que le débat a été « vif ». « Il aurait fallu plus de clarté dans les propos du maire. Lors des vœux 2015, il avait dit que toutes les associations seraient concernées », poursuit le président de l'OMS, qui aurait préféré « des aménagements pour amortir la situation sur deux ou trois ans ». Le débat n'en restera pas là, il sera au cœur du prochain forum des associations, prévient-il. Certains clubs pourraient être tentés de bouder l'événement pour protester contre leur situation.

Autre information notable de la soirée, Dominique Chenu a rappelé que depuis 2014, l'OMS est en charge de piloter les formations pour les bénévoles associatifs dans tous les domaines, une mission précédemment assumée par la Ville.

Déficit d'un million d'euros à l'hôpital

CENTRE HOSPITALIER Le conseil de surveillance s'est réuni mercredi dernier

Exercice obligatoire, le conseil de surveillance de l'hôpital était convoqué mercredi afin d'étudier le bilan social et financier de l'année écoulée, ainsi que le budget 2015.

De ces documents, il est apparu que le déficit du centre hospitalier s'élève, pour l'année 2014 à 1 million d'euros, soit 2,2 % des recettes. « Cela malgré les efforts entrepris en matière de maîtrise de la masse salariale et du développement des activités », constate Jérôme Trapeaux, le directeur. Une hausse importante par rapport à l'année précédente, consolidé à 262 000 €. « Mais nous avons reçu une aide de l'Agence régionale de santé de 800 000 € qui avait permis de le ramener à cette somme. Sans cela, en

2013, il aurait été de 1 062 000 €, précise Frédéric Trapeaux, qui ne désespère pas de recevoir le même genre de petit « cadeau » avant la fin de l'année. Pointant, par ailleurs, la cause majeure : « la baisse globale des dotations ». À noter que le budget 2015 s'élèvera à 45 millions d'euros pour le principal et à 55 millions toutes activités confondues.

Vieillesse en question

Tout n'a cependant pas été négatif lors de ce conseil où l'on s'est réjoui de la forte procession du service des urgences, « une progression à deux chiffres après plusieurs années de croissance assez limitée. Cela prouve la confiance de la population », se réjouit Jérôme Trapeaux. Au rang des satisfactions, également, le transfert du service de soins de suite et rééducation (SSR) de l'ancien hôpital aux locaux de la clinique, apportant un confort de soins aux patients et de travail au person-

nel soignant, et nouveau pas vers le départ total de l'ancien site où subsiste encore la maison de retraite.

Enfin, le conseil s'est inquiété du vieillissement de la population médicale de ville (généralistes et spécialistes) sur le territoire cognaçais, ville comprise, « la moitié des généralistes de Cognac ont plus de 60 ans », glisse Jérôme Trapeaux ; et sans succession annoncée.

Vieillesse, personnes âgées, la transition était toute trouvée pour évoquer le forum sur le thème : « La prise en soin de la personne âgée de son lieu de vie à son lieu de soin », organisé, hier par le centre hospitalier. Nutrition, risques psychologiques, troubles du comportement, accompagnement au quotidien. Un large tour d'horizon, « pour un sujet important au vu de la courbe démographique et au fait que nous vivons de plus en plus vieux. Tous les services de santé sont concernés dans la prise en



Les docteurs Coumeau et Chaumier, lors de leur intervention, hier. PHOTO D.F.

charge globale de la personne âgée. L'idée est d'accompagner au mieux la fin de vie ».

Didier Faucard

CHÂTEAUBERNARD

Elle danse sa vie

Les yeux bleus d'une poupée de porcelaine, la voix douce colorée d'une jolie timidité aux relents enfantins. Fabienne Zeman, professeur de danse a déployé ses ailes de danseuse à l'âge de 7 ans. Voilà trente ans qu'elle enseigne son art avec fougue. Trente ans déjà que la magie opère. « Je n'ai pas de nostalgie, je ne m'essouffle pas. Devant moi le temps est infini », assure-t-elle.

Il y a bien sûr le gala, aujourd'hui et demain, qui lui procure un « bon stress » : son école est fière d'être la première école de danse à fouler le parquet du Castel. « Faire le 30^e spectacle à domicile, je ne pouvais pas rêver mieux. Je n'ai pas vu le temps passer. Le gala est le moment fort d'une année, une communion entre les élèves. Et des moments forts il y en a eu 29 », souligne Fabienne Zeman.

Mais 2015 a ce quelque chose de particulier que la professeure tient à célébrer : « Les liens étroits que j'ai tissés avec mes élèves. J'ai été invitée à leur mariage, je suis devenue la marraine de leurs enfants. Mes élèves sont mes enfants à un moment, certains sont là pour la 27^e année. »

Exigence

Les départs se vivent souvent comme des déchirements. Alors pour les 30 ans de son école, Fabienne Zeman a révisonné tous les spectacles. L'idée est de réadapter une chorégraphie propre à chaque gala. « J'ai des mamans, la génération des cinquantenaires qui vont danser à nouveau ! ». Fabienne Zeman conte alors sa vi-



La danse procure toujours autant d'émotions à la professeure, Fabienne Zeman. PHOTO S. B.

sion de la danse : « Ce qui m'importe le plus, c'est de donner le goût de la danse. Si on y va en reculant, cela ne fonctionne pas. » Aux oubliettes l'élitisme, « on est dans un cours collectif où l'on fait selon ses capacités. J'essaie de tirer tout le monde vers le haut. »

Et la professeure de se décrire comme une femme tonique aux muscles ronds : « J'en ai souffert et je ne veux pas le reproduire. » De ce fait, la professeure essaye toujours de privilégier les corrections collectives. L'œil exigeant ausculte : il faut une dynamique de groupe parfaite. D'ailleurs si Fabienne Zeman ne visionne qu'une unique fois la vidéo du spectacle le jour suivant... c'est pour le débriefing ! Le secret de ses chorégraphies ? « Je

fonctionne au flash. La musique m'inspire énormément. Je ne travaille que dans l'urgence. » Entourée de « sa matière », ses élèves, les chorégraphies naissent dans l'intimité de la salle de danse. Et la matière a-t-elle beaucoup changé en trente ans ? « Avant ils n'osaient pas passer la porte des vestiaires. Aujourd'hui, les élèves prennent confiance tout de suite et s'investissent. Je leur demande beaucoup plus. »

Sandra Ballan

Gala de danse de l'école Fabienne Zeman, ce soir et demain soir, au Castel, à 20 h 30. Tarif : 13 €. Dernières réservations, suivant les disponibilités, sur place 45 minutes avant le spectacle. Tél. 05 45 35 19 91.

■ Mylène Villanove

Bordeaux-Angoulême: «Une opportunité»

Conseillère municipale d'Alain Juppé en charge des relations avec les territoires, Mylène Villanove représentait hier le maire de Bordeaux à Angoulême. Elle participait à la matinée de travail destinée à élaborer le partenariat entre les deux villes dans l'optique de la future grande région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. L'agglo, Grand Cognac et le Département sont associés à la démarche. «Il faut engager un dialogue, que chacun trouve sa place», a expliqué l'élu. Face à la crainte des Charentais de se retrouver marginalisés, elle rassure: «C'est une opportunité, un échange. Plus Bordeaux rayonnera, plus elle irriguera les territoires.» Il



s'agit, selon Xavier Bonnefont, de «faire d'Angoulême la tête de pont de la coopération territoriale», rappelant que «d'autres villes tapent à la porte de Bordeaux», et qu'Angoulême était la première à se lancer dans ce partenariat. Hier, la délégation comptait une trentaine de personnes, dont la moitié venues de Bordeaux, composée d'élus, d'acteurs économiques, culturels, d'associations, d'universitaires.

Quatre groupes de travail ont été définis, portant sur le développement économique, l'enseignement supérieur et la recherche, la santé, la culture et la communication. Bilan d'étape à l'automne, restitution finale en décembre.

Cognac: coup de chaud à l'office municipal des sports

L'office municipal des sports de Cognac a tenu sa 50e assemblée générale mercredi soir. Les échanges avec les élus ont été musclés. L'avenir de la structure est en suspens.



Dominique Chenu, Romuald Carry et Michel Gourinchas n'ont pas usé de la langue de bois mercredi soir.

"Depuis 2008, l'OMS a été d'une grande aide, mais depuis 2012 ça s'est arrêté. J'ai senti un gel". Romuald Carry, en charge des sports pour la ville de Cognac et pour GrandCognac, n'y a pas été par quatre chemins mercredi soir lors de la 50e assemblée générale de l'office municipal des sports (OMS).

Attaqué par Dominique Chenu, son président, sur les répartitions des baisses de subventions (1), l'élu n'a pas mâché ses mots. "Tu es en train de faire croire à tout le monde que tu n'étais pas au courant des baisses de subventions. C'est faux, je t'en ai informé dès février. Tu ne voulais pas porter la casquette. Très bien, j'en ai pris la responsabilité". "Je ne dévalorise pas le travail des élus, mais je m'étonne que treize associations aient une baisse de subvention de plus de 20%, ce n'est pas indolore", a renchéri Dominique Chenu, devant une trentaine de représentants de club, étonnés de voir une banale assemblée générale se transformer en querelle publique.

Une fusion avec l'OMS de Châteaubernard ?

"Il faut ventiler les subventions en fonction du nombre de licenciés et de l'évolution des clubs. Les Dauphins ont 24€ de subventions par licenciés, le CAC [club d'athlétisme, NDLR] plus du double pour le même nombre d'adhérents, mais Monsieur Chenu est président du CAC alors il ne faut rien dire", a taclé Romuald Carry.

L'OMS, créé en 1954, fédère quarante-trois clubs sportifs. Il ne doit son existence qu'aux subventions municipales (5.200€ en 2015). "Nous avons une vraie utilité,

nous sommes un relais pour les clubs, mais aussi un avocat. Nous ajoutons maintenant le volet formation des bénévoles", énumère Dominique Chenu, président depuis 2005.

Avec le transfert progressif des plus gros clubs - football, rugby, triathlon, plongée (lire aussi encadré) - à l'intercommunalité, l'OMS a-t-il encore une raison d'exister ?

"Pour moi l'OMS aura demain tout son sens dans une structure plus grande. Si tu veux qu'il y ait un OMS intercommunal, à toi de prendre ton bâton de pèlerin pour démarcher les clubs et les maires", a répété à l'envi Michel Gourinchas, maire de Cognac et président de GrandCognac au risque de bousculer le président. Ce dernier explique avoir déjà tâté le terrain auprès des maires avant les élections de mars 2014, sans rien en tirer de concret.

Depuis, plus rien. Mercredi soir, un rapprochement avec l'OMS de Châteaubernard a aussi été évoqué. Une possibilité que récuse Pierre-Yves Briand, maire de la commune. "Pour l'instant aucune discussion n'a été entamée, j'ai du mal à avoir un avis. La première chose serait de venir nous en parler et de respecter les convenances", s'agace l'élu, membre de droit de l'OMS châteaubernardin.

Dominique Chenu, lui, a envie de passer la main, il n'entreprendra aucune démarche d'ici à la fin de l'année. Le temps pour lui de décider s'il brigue ou non un nouveau mandat de président, avant les élections du printemps prochain. "J'ai 66 ans, compte tenu des difficultés, est ce la peine de continuer ? Je suis un peu inquiet quant à la relève, aujourd'hui elle n'est pas assurée. Je vais prendre du temps pour réfléchir".

(1) À cause d'une baisse de 700,000€ des dotations de l'État, la Ville a baissé son enveloppe globale de subventions de 10%, avec des ajustements selon les cas.

Grande-Champagne «Halte aux conflits d'ego» à la CDC

Comme tout feuilleton, à chaque jour son épisode. Alors qu'une guéguerre relayée plusieurs fois par CL fait rage entre la présidente de la communauté de communes de Grande-Champagne, Véronique Marendat et son premier vice-président, Bernard Mauzé - querelle qui pourrait aboutir au retrait de la délégation du second au terme d'une réunion de bureau prévue aujourd'hui - voilà que Marie-Jeanne Vian, la maire de Saint-Preuil et élue communautaire, affiche son exaspération. Dans un courrier adressé à ses collègues de la CDC, elle annonce qu'il ne faudra pas compter sur elle pour participer à la réunion de bureau, ce soir. «Il y a des moments où l'on a envie de

dire halte au feu», s'agace Marie-Jeanne Vian. «Comme tous les citoyens de Grande-Champagne, j'attends que l'on anime les politiques publiques qui nous sont confiées et non que l'on gère les conflits d'ego». Elle qualifie la situation de la CDC «d'ubuesque, absurde si vous préférez». «J'ai vraiment le sentiment qu'on nous fait perdre notre temps en nous mobilisant sur des situations qu'une bonne discussion "entre quatre z'yeux" devrait régler en quelques minutes». Elle craint «malheureusement qu'en l'absence d'une réelle volonté de travailler ensemble, la décision prise le 26, puis abordée, (peut-être) lors d'un prochain conseil communautaire, ne soit qu'un attise feu».

■ DOTATIONS DE L'ETAT

Opération «mairie fermée» dans le Rhône

L'Association des maires du Rhône et de la Métropole de Lyon (AMF69) a appelé hier à une opération «mairie fermée» en septembre pour protester contre la baisse des dotations de l'Etat et la mise en œuvre de la loi NOTRe. La fermeture des mairies dans les deux collectivités est envisagée pour la semaine du 14 septembre 2015. «Doit-on se résoudre d'ici moins de 3 ans à ne plus investir dans nos équipements publics et à se désengager de certaines de nos missions du service public ?», interrogent les maires du nouveau Rhône et de la Métropole de Lyon.

Perennis braque ses caméras sur les animaux sauvages

L'association cognaçaise de préservation du patrimoine naturel a investi dans trois caméras. Pour filmer tortues, loutres et visons.



Les trois caméras de l'association permettent d'observer divers animaux, dont des loutres.

Photo J. K.

Julie KOCH
j.koch@charentelibre.fr

Sur les images vidéo en noir et blanc, une loutre et son petit se déplacent entre les fourrés, sur les bords de l'Antenne. Sur une autre, filmée de jour cette fois, une loutre se balade sous l'œil de la caméra. Parfois les apparitions de l'animal sont si furtives qu'il est difficile de l'identifier. Mais Sophie Mennesson et Jérôme Belliet ont le regard aguerré et l'habitude de décrypter les images des trois caméras de l'association de valorisation du patrimoine naturel Perennis. Depuis le premier étage de leur local de Cognac, les deux chargés de projet visionnent consciencieusement les prises de vues. Là une chenille, presque imperceptible, remue; ici c'est un che-

vreuil qui broute devant la caméra; là une genette. L'association a acheté trois caméras au début de l'année dernière pour observer la faune locale, notamment sur les vallées de l'Antenne et de la Tardoire. «Malheureusement on s'en est fait voler deux l'an dernier. Maintenant on est très vigilant», rapporte Sophie Mennesson.

Trois caméras pour observer la faune locale

Équipées d'une rangée de piles et grimées façon camouflage militaire, elles ont une autonomie de cinq jours et se déclenchent au moindre mouvement. «Parfois on se retrouve avec des photos et des vidéos de branches que le vent fait bouger», sourient les deux spécialistes, «mais c'est toujours mieux

que de rester cachés des heures dans la nuit à se faire piquer par les moustiques». Loin d'être un gadget, ces caméras enrichissent leur travail quotidien. «On n'est pas juste des écolos avec des idées. Les caméras recueillent des données pertinentes sur les espèces protégées sur le territoire. Ça nous permet par exemple d'être un interlocuteur pour les chantiers dans certaines zones». Quatre loutres ont pour l'instant été vues sur la vallée de l'Antenne. La cistude d'Europe - une tortue d'eau douce - est au cœur des observations de Jérôme Belliet. «Les caméras permettent notamment de voir quels prédateurs détériorent les nids». Les données compilées depuis le début de l'année sont en cours d'analyse.

Contact : <http://www.perennis-cognac.org/>